

Cour de cassation

chambre commerciale

Audience publique du 15 novembre 2005

N° de pourvoi :97-20832

Publié au bulletin

Cassation.

M. Tricot., président

Mme Bélaval., conseiller apporteur

M. Jobard., avocat général

Me Odent, Me Blanc., avocat(s)

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE COMMERCIALE, FINANCIERE ET ECONOMIQUE, a rendu l'arrêt suivant :

Sur le moyen unique, pris en sa seconde branche :

Vu l'article 1202 du Code civil et l'article L. 110-1 du Code de commerce ;

Attendu qu'un acte accompli par un non-commerçant devient un acte de commerce lorsqu'il est passé dans le but d'exercer un commerce et qu'il est indispensable à l'exercice de celui-ci ;

Attendu, selon l'arrêt attaqué, que M. et Mme X... ont acquis en commun un fonds de commerce, financé au moyen d'une ouverture de crédit consentie aux deux époux par l'Union de banques régionales pour le crédit industriel (la banque) ; que Mme X... ayant été mise en redressement judiciaire, la banque a poursuivi M. X... en qualité de co-débiteur solidaire ;

Attendu que pour condamner M. X... à payer à la banque une certaine somme, l'arrêt retient que l'achat d'un fonds de commerce est un acte de commerce par nature, que le prêt accepté par les acheteurs pour le financer est aussi un acte de commerce et que M. X... est tenu solidairement avec son épouse envers la banque, même en l'absence d'une clause expresse de solidarité ;

Attendu qu'en se déterminant ainsi sans rechercher, comme elle y était invitée, si le prêt litigieux avait été employé au financement de l'acquisition d'un fonds de commerce destiné à être exploité par M. X..., la cour d'appel a privé sa décision de base légale ;

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur l'autre grief :

CASSE ET ANNULE, dans toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 9 septembre 1997, entre les parties, par la cour d'appel de Paris ; remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Versailles ;

Condamne l'Union de banques régionales pour le Crédit industriel aux dépens ;

Vu l'article 700 du nouveau Code de procédure civile, rejette sa demande ;

Dit que sur les diligences du procureur général près la Cour de Cassation, le présent arrêt sera transmis pour être transcrit en marge ou à la suite de l'arrêt cassé ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de Cassation, Chambre commerciale, financière et économique, et prononcé par le président en son audience publique du quinze novembre deux mille cinq.

Publication : Bulletin 2005 IV N° 224 p. 242

Décision attaquée : Cour d'appel de Paris, du 9 septembre 1997

Titrages et résumés : ACTE DE COMMERCE - Définition - Acte accompli par un non-commerçant - Conditions - Détermination. Un acte accompli par un non-commerçant devient un acte de commerce lorsqu'il est passé dans le but d'exercer un commerce et qu'il est indispensable à l'exercice de celui-ci.

Doit être cassé l'arrêt qui présume la solidarité entre les époux coemprunteurs d'un prêt ayant financé l'acquisition en commun d'un fonds de commerce, sans rechercher si ce prêt avait été employé au financement de l'acquisition d'un fonds de commerce destiné à être exploité par l'époux poursuivi en paiement par le prêteur.

COMMENTAIRE DE L'ARRET

Selon la Cour d'Appel de Paris dans son arrêt du 9 septembre 1997, la situation de Monsieur X apparaissait pour le moins désespérante.

En effet, Monsieur X était considéré comme co-débiteur solidaire de son épouse du fait qu'il avait signé l'acte d'acquisition du fonds de commerce avec cette dernière et qu'il en était de même s'agissant du prêt sollicité pour financer la dite acquisition. Monsieur X était reconnu co-débiteur solidaire en l'absence de toute clause expresse de solidarité. Hors, la solidarité entre les participants à un même acte n'est dispensée de clause expresse que si l'on est en présence d'un acte de commerce. Dans le cas inverse, la solidarité passive n'est pas présumée puisqu'en matière civile, la solidarité doit faire l'objet d'une clause explicite.

Dés lors, le problème fondamental est le suivant : Quelle était la nature juridique de l'acte passé par Monsieur X et quelle était la nature juridique du prêt de Monsieur X et de son épouse ?

Au premier abord, cet acte doit être instinctivement considéré comme un acte de commerce. Il restait alors aux tribunaux de justifier au plan juridique cette analyse de la commercialité de l'achat d'un fonds de commerce. Dans une série de décisions, les tribunaux ont reconnu la nature commerciale de l'achat d'un fonds de commerce par le biais de la théorie de l'acte de commerce par accessoire subjectif. Celui qui se porte acquéreur est un simple particulier mais la qualité future de commerçant est retenue par les tribunaux. Dans le cadre de cette perspective, l'achat du fonds de commerce devenait un acte de commerce par accessoire subjectif, car passé par un commerçant pour les besoins de son commerce.

Dans d'autres décisions, le raisonnement de la Cour de Cassation s'avère quelque peu différent. Elle note en effet qu'un acte passé par un particulier peut devenir commercial si cet acte lui permet d'exercer le commerce et qu'il est indispensable à celui-ci : c'est la consécration de l'acte de commerce par accessoire objectif. On ne met plus en perspective la qualité de l'auteur de l'acte par rapport à l'acquisition. On met en perspective le fait que l'acte d'achat est celui déclenchant tout le processus commercial puisqu'une activité commerciale construite va se développer, laquelle est subordonnée par l'achat du fonds de commerce précité.

En outre, il ne fait pas de doute que Madame X a effectué un acte de commerce même si son exploitation s'est révélée défailante, d'où sa mise en redressement judiciaire. Pour elle, le prêt est effectivement un acte de commerce. Mais il en va ainsi différemment de Monsieur X. Certes, il a signé l'acte d'achat, de prêt, mais il n'a jamais exploité le fonds. Pour lui, l'acte n'est pas commercial. De ce fait, s'il était co-débiteur, il n'était pas co-débiteur solidaire. Cette solidarité était de nature civile, donc subordonnée à une clause explicite qui faisait défaut ici. Il y a donc eu un oubli de la part de la banque de ne pas avoir inséré une telle mention.

L'arrêt de la Cour d'Appel présumant la solidarité entre les époux est ainsi cassé par la Cour de Cassation. Monsieur X n'a pas à payer.

